

Bilan compétitivité 2017 Le nouveau tableau de bord de la compétitivité

Sommaire

1. La genèse du système d'indicateurs national	3
2. Les résultats en bref : une bonne 4 ^e place... ..	3
3. Analyse par pilier : ... or, une lecture différenciée s'impose	4
a) Economie : une 7 ^{ème} place qui est tout sauf satisfaisante	4
b) Social : une « palme d'or » à saluer, mais qui se trouve en déphasage avec la compétitivité et qui est de surcroît « drivée » par la croissance extensive de l'emploi	6
c) Environnement : une 9 ^{ème} place loin de la vision TIR.....	6
4. Conclusion.....	7
Annexe	8
i) Aspect Economie.....	8
ii) Aspect Social	9
iii) Aspect Environnement.....	10

Le nouveau système d'indicateurs : En route vers une croissance plus « qualitative » ?

Sous le slogan « Le nouveau tableau de bord de la compétitivité » - titre un peu trompeur car le système d'indicateurs sous-jacent concerne tant la compétitivité économique « pure souche » que le social et l'environnemental - l'Observatoire de la Compétitivité (ODC) a récemment présenté un nouveau système d'indicateurs du développement durable pour le Luxembourg¹. Dans l'édition 2017 et toutes catégories confondues, le Luxembourg se positionne à la 4^{ème} place parmi les Etats membres de l'Union européenne, devancé seulement par le Danemark, la Suède et l'Irlande. Quant au classement de ses voisins, l'Allemagne occupe la 11^{ème} place, la Belgique est 14^{ème} et la France est 15^{ème}.

Ces résultats sont calculés sur base de 67 indicateurs, dont 41 nouveaux, regroupés en trois catégories - économie, social et environnement - selon les différents aspects donc du développement durable. Au niveau des 3 aspects considérés individuellement, le Grand-Duché se classe 7^{ème} pour l'aspect économique, 1^{er} pour l'aspect social et 9^{ème} pour l'aspect environnemental.

Cette 1^{ère} place pour l'aspect social est sans doute louable mais elle doit rester, pour demeurer pérenne, en adéquation avec la performance économique, c'est-à-dire la compétitivité et la productivité de l'appareil productif du pays. Le premier système social européen risque de manquer de moyens à moyen et long termes si l'aspect économique n'occupe pas, lui aussi, une place sur le podium.

L'aspect économique affiche généralement de bonnes performances pour les indicateurs macroéconomiques tels que la dette publique ou encore le taux de croissance du PIB, mais accuse des retards pour les indicateurs de compétitivité-coût (dernière place pour l'indicateur « rentabilité des sociétés non-financières ») et les indicateurs de compétitivité hors-coût (« dépense R&D » et les indicateurs relatifs à l'entrepreneuriat). Il importe donc de travailler sur ces leviers essentiels pour faciliter la transition d'un modèle de croissance purement extensive, basée sur une progression de l'emploi parallèle à celle du PIB, vers une croissance plus qualitative qui est essentiellement alimentée par des gains de productivité.

Quant à la 9^{ème} place au niveau environnemental, le Luxembourg dispose encore d'une marge de progression importante en cette matière. La stratégie de la Troisième Révolution Industrielle (TIR) jouera sans doute un rôle crucial pour poser les bons jalons en termes d'amélioration de l'empreinte environnementale du pays et pour donner un coup de pouce à la croissance qualitative grâce à une utilisation encore plus rationnelle des ressources.

Une analyse plus complète de l'édition 2017 du nouveau système d'indicateurs est jointe ci-dessous.

¹ <https://www.gouvernement.lu/4263741/publications>.

1. La genèse du système d'indicateurs national

En date du 30 octobre 2017, Francine Closener, la secrétaire d'Etat à l'Economie, a présenté la refonte du « Tableau de Bord Compétitivité » qui devient le « système d'indicateurs national » et, surtout, qui est destiné à servir d'outil de référence en matière d'évaluation de la compétitivité, voire du développement durable au sens large, et ce tant pour les autorités publiques que pour les partenaires sociaux.

La révision du tableau de bord résulte de la volonté du Gouvernement de mettre en place un nouveau système d'indicateurs, sachant que le « Tableau de Bord Compétitivité », développé conjointement avec le Professeur Lionel Fontagné et les partenaires sociaux en 2004, a régulièrement fait l'objet de remises en question quant à la pertinence de l'un ou l'autre indicateur utilisé. Plusieurs indicateurs n'étaient plus adaptés au progrès technologique ou sociétal, voire aux évolutions des priorités européennes. Sous ces conditions, il était donc difficile de se forger une image fiable quant à la performance économique, sociale et environnementale du pays. Sur proposition du Ministre de l'Economie, le Conseil économique et social (CES) s'est saisi du projet et a élaboré un nouveau système d'indicateurs, repris par L'Observatoire de la compétitivité pour remplacer le « Tableau de Bord Compétitivité ».

Dans le but d'atteindre une structuration claire des indicateurs, les critères de sélection suivants étaient retenus :

- garantir la comparabilité spatiale et temporelle des indicateurs à l'échelle de l'UE;
- veiller à ce que la pertinence, la qualité statistique et la périodicité de publication des indicateurs soient suffisantes afin de pouvoir enrichir les débats politiques et sociaux futurs ;
- prendre en compte les indicateurs d'Europe 2020 et ceux de la MIP (Macroeconomic Imbalance Procedure) ;
- éliminer les indicateurs obsolètes et inopérables et les doubles emplois.

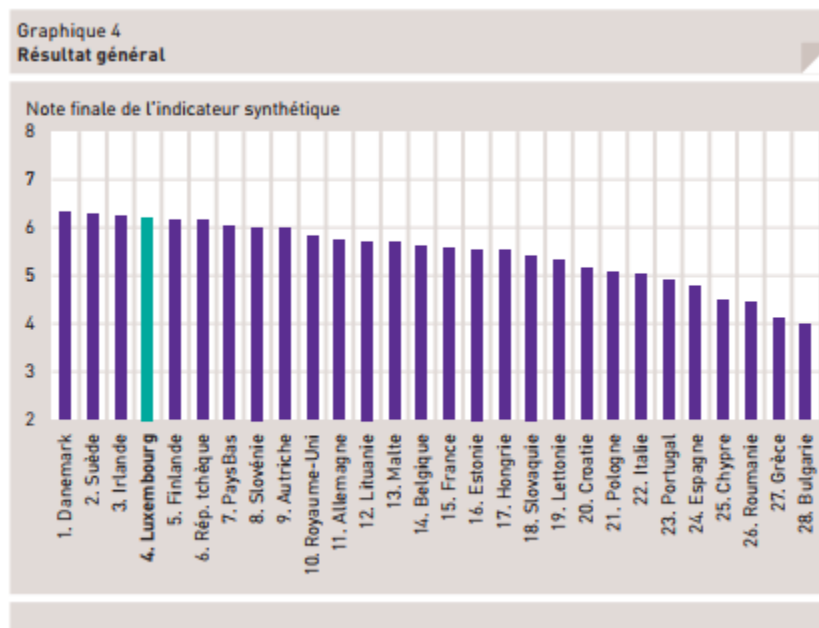
En suivant cette approche, il a fallu supprimer certains indicateurs obsolètes et intégrer les nouveaux indicateurs retenus par les partenaires sociaux. Ce nouveau système d'indicateurs national est donc le premier d'une longue série à se baser sur 67 indicateurs, dont 41 totalement nouveaux, regroupés en trois catégories - économie, social et environnement - selon les différents aspects du développement durable. Il a été également retenu au sein du CES d'appliquer la même pondération aux 3 aspects afin de disposer d'un ensemble d'indicateurs reflétant de manière équilibré les dimensions de compétitivité, de bien-être et d'environnement.

2. Les résultats en bref : une bonne 4^e place...

Dans le nouveau système d'indicateurs, le Luxembourg se classe 4^{ème} au classement général – toutes catégories confondues - derrière le Danemark, la Suède et l'Irlande. Le Grand-Duché devance par contre ses voisins: L'Allemagne occupe la 11^{ème} place, la Belgique est 14^{ème} et la France est 15^{ème}. Les auteurs du système d'indicateurs ont également fait le calcul du nouveau système d'indicateurs pour les années précédentes afin de pouvoir évaluer la performance des pays à l'échelle de l'UE au fil du temps. Force est de constater que la performance du

Luxembourg est plutôt resté stable en variant entre la 4^{ème} et la 7^{ème} place pour la période 2010 à 2016.

Au niveau des 3 aspects, le Grand-Duché se classe 7^{ème} pour l'aspect économie, 1^{er} pour l'aspect social et 9^{ème} pour l'aspect environnement. En tête du peloton pour l'aspect économie se trouvent l'Irlande, la Suède et le République tchèque tandis que l'aspect social, le Luxembourg devance avec un écart considérable la République Tchèque, la Slovénie et la République de Malte. L'aspect environnement reste le point faible des trois aspects analysés. Le Danemark domine dans ce domaine suivi par l'Italie et l'Autriche.



Source : Bilan compétitivité 2017 « Le nouveau tableau de bord de la compétitivité »

3. Analyse par pilier : ... or, une lecture différenciée s'impose

L'analyse par pilier permet d'appréhender en détail la performance du Luxembourg pour les 3 grands aspects : Economie, Social et Environnement et d'évaluer les forces et les faiblesses du pays.

a) Economie : une 7^{ème} place qui est tout sauf satisfaisante

En se penchant davantage sur la 7^{ème} place du Luxembourg en matière d'économie, les indicateurs macroéconomiques restent globalement bien orientés. De manière générale, la performance macroéconomique est traditionnellement un point fort du Luxembourg, ce qui se fait notamment remarquer par la performance des indicateurs MIP² qui se trouvent tous dans le vert³.

²Dette publique (en % du PIB) ; Solde public (en % du PIB) ; Part de marché des exportations mondiales (variations en % sur 5 ans) ; Taux de change effectif réel.

³Un indicateur se trouve dans le « vert » si la performance du Luxembourg est meilleure de plus de 20% que la moyenne de l'Union européenne.

Une marge de progression importante est à relever en ce qui concerne la productivité, le Luxembourg ne se classant qu'à la 10^{ème} place concernant l'indicateur « Productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans, en %) ». Même si la productivité semble se stabiliser sur les trois dernières années, sur le long terme le pays accuse tout de même un retard non négligeable. Sur la période de 2000-2016, la productivité réelle par heure travaillée au Luxembourg n'a progressé que de 0,7%. Pour le Coût salarial unitaire (CSU nominal variations en % sur 3 ans), le Luxembourg se positionne à la 5^{ème} place sur 28, même si ce dernier se stabilise après son envolée d'après crise. Quant à la compétitivité coût, elle est flattée par notre inflation basse en 2016 (2^{ème} sur 28), ce qui est un bon classement mais en cumulé, le pays accuse tout de même un retard d'inflation depuis le début de la crise (+11,1% contre +9,5% pour la zone euro). Le Luxembourg est en revanche mal positionné en matière de taux d'imposition affiché des sociétés (23^{ème} sur 28) et en matière de procédures de création d'entreprises (démarrage d'activité, temps nécessaire en jours) avec une 24^{ème} place. De même, les entrepreneurs luxembourgeois éprouvent plus de difficultés pour accéder à des ressources financières (23^{ème} place) et la part des intentions entrepreneuriales se trouvent légèrement en dessous de la moyenne européenne (11,9% contre 12,7% au niveau de l'UE).

Dans ce contexte, il convient de soulever que la méthodologie utilisée par la Banque Mondiale pour calculer le nombre de jours nécessaires à la création d'une entreprise au Luxembourg empêche dans les années à venir de prendre en compte la réduction du temps que le pays peut atteindre grâce à l'utilisation de la SARL simplifiée. Actuellement, la méthodologie de la Banque Mondiale prend en considération la « *forme de SARL la plus courante dans le milieu des entreprises locales* » qui est actuellement la SARL dite classique.

En matière d'intentions entrepreneuriales, l'indicateur afférent se situe dans la moyenne européenne. La Chambre de Commerce s'engage déjà depuis des années – à travers notamment sa « *House of Entrepreneurship* » et le centre d'incubateurs en cours de création, la « *House of Start Ups* » - pour faire avancer l'écosystème entrepreneurial.

L'indicateur le plus « faible » de cet aspect économique est celui relatif à la « rentabilité des sociétés non financières ». Ce dernier mesure la part de l'excédent brut d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires. Il est sans doute inquiétant de constater que le Luxembourg porte pour cet indicateur la lanterne rouge à l'échelle européenne et l'indicateur signale que les structures non issues de la place financière peuvent éprouver des problèmes de rentabilité et de productivité. Dans ce contexte, la Chambre de Commerce tient à rappeler qu'elle est en faveur d'une politique globalement cohérente en matière de croissance intensive et qu'il faut activer tous les leviers susceptibles de pouvoir faciliter les gains de productivité tout en tenant compte notamment des besoins des PME non-financières. La rentabilité est le carburant des affaires et un affaiblissement durable des entreprises non-financières risque à terme de mettre en péril la soutenabilité de la colonne vertébrale de notre économie.

En matière de recherche et développement (R&D), qui constitue sans doute un élément crucial pour faire avancer la TIR, le Luxembourg affiche un niveau quantitatif et relatif assez bas. Avec 1,3% du PIB investit dans la R&D, le Luxembourg occupe la 16^{ème} place. Or, il faut toutefois relever que l'économie luxembourgeoise est fortement tertiairisée et que la majorité des dépenses R&D sont réalisées dans l'industrie.

En outre, la part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie (en % de l'emploi total) n'est guère enviable.

b) Social : une « palme d'or » à saluer, mais qui se trouve en déphasage avec la compétitivité et qui est de surcroît « drivée » par la croissance extensive de l'emploi

L'aspect social a notamment pour finalité d'appréhender le bien-être et la cohésion sociale du pays. Force est de constater que le pays est très bien placé sur la plupart des indicateurs de ce pilier, ce qui équivaut à la première place pour l'aspect social. Pour les indicateurs évaluant les revenus et le patrimoine (« Revenu médian » et « Richesse nette par ménage »), le Luxembourg devance tous les autres pays européens. De même, l'emploi se trouve en plein essor (variation de +3,0% sur une année et 2^{ème} rang dans le classement) mais il ne faut pas prendre cela pour acquis car le maintien d'une croissance extensive - modèle de croissance suivi ces dernières années en misant sur l'augmentation continue de l'emploi au détriment de la productivité - entraîne aussi dans son sillage des enjeux non-négligeables pour notre qualité de vie. Le maintien du modèle économique extensif risque d'exercer à long terme davantage de pressions sur les infrastructures, la mobilité, le logement, la cohésion sociale voire la soutenabilité de notre système social.

La problématique des prix élevés des logements au Luxembourg se fait aussi ressentir par l'indicateur « Dette des ménages ». L'augmentation des prêts immobiliers a fait grimper l'endettement des ménages qui s'élève actuellement à 58,1% du PIB (18^{ème} rang dans le classement).

Quant à l'éducation, le Luxembourg affiche une plutôt bonne performance en matière de niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge 30-34 ans, performance qui est notamment conditionnée par l'apport de main d'œuvre étrangère qualifiée. Le pays accuse toutefois un mauvais classement concernant son propre système éducatif. A titre d'exemple, concernant le taux de redoublement, le pays est classé à la 25^{ème} place.

Enfin concernant les indicateurs sur la pauvreté absolue tels que « le taux de privation matérielle grave », le Luxembourg se positionne à une excellente 2^{ème} place. Par contre, le pays affiche un classement perfectible notamment dans le domaine du « taux de risque de pauvreté après transferts sociaux », ce qui suggère qu'il y a encore de place pour des politiques sociales plus ciblées.

c) Environnement : une 9^{ème} place loin de la vision TIR

L'aspect « environnement » demeure le talon d'Achille des trois aspects. Avec sa 9^{ème} place, le Luxembourg se positionne dans le top 10 face à ses voisins européens, mais il y a encore une bonne marge de progression pour les années à venir si le pays souhaite réaliser ses ambitions TIR. La part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages reste significative (26^{ème} place).

De même, la consommation intérieure de matières, 23^{ème} place, ou encore la production de déchets par tête, 24^{ème} place, ou encore la part des énergies renouvelables, 27^{ème} place, exigent des efforts supplémentaires. Notamment pour ce dernier, le Luxembourg n'a atteint que 45,5% de la part des énergies renouvelables exigées par rapport l'objectif national de 2020 (11%). La mise en place des premières mesures définies suite à l'étude de la TIR semble donc être une priorité pour améliorer les performances environnementales.

4. Conclusion

Le nouveau système d'indicateurs est sans doute un grand pas en avant et a permis de faire un grand saut de qualité en écartant les indicateurs devenus obsolètes au fil du temps et d'intégrer les indicateurs de la stratégie Europe 2020 et ceux du tableau de bord européen de la procédure MIP. Quant à la performance du pays au niveau des différents aspects, la 7^{ème} place en relation avec l'aspect économie est notamment portée par les bonnes performances macroéconomiques. Or, ces exploits sont fortement assis sur le modèle de croissance extensif qui fait largement l'impasse sur la croissance de la productivité. Il importe de travailler sur les faiblesses et les terrains d'amélioration – notamment la rentabilité des entreprises, la R&D ou encore la promotion de l'entrepreneuriat. Ces derniers seront sans doute des leviers importants pour une croissance plus « qualitative » qui sera basée sur les gains de productivité du secteur marchand et sur une politique de diversification intelligente.

De même, la soutenabilité de notre système social dépendra largement de ce changement de paradigme. Le Luxembourg occupe une excellente 1^{ère} place dans le classement selon l'aspect social mais ceci ne peut perdurer si le Luxembourg ne se donne pas les moyens en soutenant une économie dynamique, productive et compétitive apte à redynamiser la création de richesse par tête.

Beaucoup de progrès restent aussi à faire en matière d'environnement. La TIR offre sans doute de nouvelles opportunités pour contribuer à une croissance plus qualitative en promouvant une gestion plus efficace des ressources. Qui dit productivité, dit efficacité et efficience: que ce soit pour l'énergie, pour les déchets, pour le transport ou pour la consommation foncière, des projets doivent se détourner dès aujourd'hui d'un modèle quantitatif pour rechercher le progrès qualitatif.

Annexe

i) Aspect Economie

	Evolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier	
A1	Dette publique (en % du PIB)	↑	20,0	2/ 28	83,5	68,3	105,9	96,0	Estonie : 9,5	Grèce : 179
A2	Solde public (en % du PIB)	↑	1,6	1/ 28	-1,7	0,8	-2,6	-3,4	Luxembourg : 1,6	Espagne : -4,5
A3	Solde de la balance courante, en % du PIB (moyenne sur 3 ans) ⁽¹⁾	↑	5,0	20/ 28	2,0	8,1	-0,2	-0,7	Bulgarie : 1,4	Danemark : 8,7
A4	Part de marché des exportations mondiales (variation en % sur 5 ans)	↑	24,8	2/ 28	4,5	3,3	-1,8	-2,1	Irlande : 55,1	Grèce : -18,7
A5	Positions extérieures nettes (en % du PIB)	↓	23,2	7/ 28	-30,7	54,4	49,5	-15,8	Pays-Bas : 75,9	Irlande : -185,3
A6	Taux de change effectif réel (42 partenaires commerciaux, variation en % sur 3 ans)	↑	-1,4	16/ 28	-1,7	-2,0	0,0	-3,0	Suède : -8,8	Lettonie : 5,3
A7	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans en %)	↑	4,6	3/ 28	1,9	1,7	1,4	1,1	Irlande : 13,3	Grèce : 0,1
A8	Taux d'inflation (en %) ⁽²⁾	↑	0,3	2/ 28	0,3	0,4	1,8	0,3	France : 0,3	Bulgarie : -1,3
A9	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (jours)	→	16,5	24/ 28	10,4	10,5	4,0	3,5	Danemark : 3	Pologne : 37
A10	Rendements des obligations d'Etat à long terme	↑	0,3	2/ 27	1,1	0,1	0,5	0,5	Allemagne : 0,1	Grèce : 8,4
A11	Capital réglementaire sur actifs pondérés du risque	↓	21,7	7/ 28	18,3	18,3	18,7	17,1	Estonie : 28	Irlande : 0,2
A12	Disponibilité des ressources financières pour entrepreneurs	↓	2,3	23/ 27	2,7	2,9	3,2	2,7	Pays-Bas : 3,3	Roumanie : 2
A13	Taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans (en %)	↓	70,7	13/ 28	71,1	78,7	67,7	70,0	Suède : 81,2	Grèce : 56,2
A14	Taux de chômage (en %)	↑	6,3	11/ 28	8,5	4,1	7,8	10,1	Rép. tchèque : 4	Grèce : 23,6
A15	Taux moyen de variation annuelle de la productivité globale des facteurs dans l'ensemble de l'économie (en %)	↑	122,7 %	9/ 28	71,7 %	77,5 %	-9,4 %	35,5 %	Lettonie : 465 %	Danemark : -26 %
A16	Productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans, en %)	↓	1,6	10/ 28	0,9	0,7	1,1	1,8	Irlande : 10,3	Hongrie : -0,3
A17	CSU nominal (variation en % sur 3 ans)	↑	-1,2	5/ 28	1,9	5,4	-0,7	1,4	Irlande : -19,9	Lettonie : 15,9
A18	Taux d'imposition des sociétés (en %)	→	29%	23/ 28	22 %	30 %	34 %	33 %	Bulgarie : 10%	Malte : 35 %
A19	Rentabilité des sociétés non financières (en %)	↑	5,9	28/ 28	10,1	9,5	8,5	6,3	Irlande : 15,2	Luxembourg : 5,9
A20	PIB / heure travaillée (US=100 %)	↑	139 %	1/ 28	71 %	97 %	102 %	98 %	Luxembourg : 139 %	Bulgarie : 37 %
A21	Dépense intérieure brute de R&D (en % du PIB)	↑	1,3	16/ 28	2,0	2,9	2,5	2,2	Suède : 3,3	Chypre : 0,5
A22	Part d'emploi dans les secteurs manufacturés en moyenne-haute et haute technologie (en % de l'emploi total)	→	0,8	27/ 28	5,8	9,8	4,5	4,4	Rép. tchèque : 11,5	Chypre : 0,8
A23	Pourcentage des intentions entrepreneuriales (en %)	↓	11,9	13/ 27	12,7	6,2	10,9	15,7	Roumanie : 29	Espagne : 5,1
A24	Qualité du système éducatif (moyenne de la note de 1 à 7)	↓	4,5	11/ 28	4,2	5,3	5,6	4,5	Finlande : 5,7	Roumanie : 2,8
A25	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population 25-64 ans	↓	16,8	6/ 28	10,8	8,5	7,0	18,8	Suède : 29,6	Roumanie : 1,2

⁽¹⁾ Les pays sont classés en fonction de la distance du solde de la balance courante par rapport à la moyenne des deux seuils fixés par la procédure MIP (l'objectif est donc que le solde soit proche de +1 % du PIB).

⁽²⁾ Les pays sont classés en fonction de la différence par rapport au taux d'inflation moyen de l'UE.

Remarque : les indicateurs en mauve foncé sont nouveaux, les indicateurs en mauve clair ont été repris de l'ancien tableau de bord avec adaptations.

ii) Aspect Social

		Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
B1	Taux de chômage de longue durée (en %)	↓	2,2	9 / 28	4,0	1,7	4,0	4,3	Suède : 1,3	Grèce : 17
B2	Taux de risque de pauvreté au travail (en %)	↓	11,9	25 / 28	9,5	9,6	4,7	7,5	Finlande : 3,1	Roumanie : 18,6
B3	Proportion de salariés ayant des contrats à durée déterminée (en %)	↑	7,4	10 / 28	11,2	10,1	7,4	13,3	Roumanie : 1	Pologne : 21,6
B4	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET) (en %)	↑	5,4	2 / 28	11,5	6,6	9,9	11,9	Pays-Bas : 4,6	Italie : 19,9
B5	Emploi à temps partiel involontaire (en %)	↑	11,7	5 / 28	28,5	12,1	8,8	44,4	Belgique : 8,8	Grèce : 72,3
B6	Salariés ayant de longues heures involontaires	→	35,0	24 / 28	30,0	30,0	28,0	32,0	Lituanie : 16	Suède : 52
B7	Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente (en %)	↑	3,0	2 / 28	1,2	1,2	1,3	0,6	Malte : 3,5	Roumanie : -0,9
B8	Personnes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation	↑	5,5	5 / 28	10,7	10,2	8,8	8,8	Croatie : 2,8	Malte : 19,6
B9	Niveau de scolarité supérieure dans la tranche d'âge de 30-34 ans	↑	54,6	2 / 28	39,1	33,2	45,6	43,6	Lituanie : 58,7	Roumanie : 25,6
B10	Taux de redoublement (en %)	↑	30,9	25 / 28	12,0	18,1	34,0	22,1	Croatie : 1,6	Belgique : 34
B11	Revenu médian (variation en % par rapport à l'année précédente)	↓	2,8	13 / 28	2,0	4,7	3,0	1,0	Estonie : 9,3	Suède : -5,5
B12	Revenu médian en standard de pouvoir d'achat (SPA)	↓	29285	1 / 28	15016	20365	20820	19885	Luxembourg : 29285	Roumanie : 4720
B13	Écarts de salaires hommes - femmes	↓	5,5	1 / 28	16,3	22,0	6,5	15,8	Italie et Luxembourg : 5,5	Estonie : 26,9
B14	Évolution des salaires dans l'économie (CSU réel), variation en % sur 3 ans	↑	-1,0	23 / 28	-0,5	0,0	-1,2	-0,1	Lettonie : 4,1	Irlande : -7,3
B15	Dettes des ménages (consolidée)	↓	58,1	18 / 27	53,9	53,0	58,7	55,7	Roumanie : 16,8	Chypre : 127,7
B16	Richesse nette par ménage (en milliers euro)	↑	768	1 / 20	218	214	330	243	Luxembourg : 768,4	Lettonie : 40
B17	Taux de risque de pauvreté après transferts sociaux (en %)	↓	16,5	15 / 28	17,3	16,7	15,5	13,6	République tchèque : 9,7	Roumanie : 25,3
B18	Taux de privation matérielle grave (en %)	→	2,0	2 / 28	7,8	3,9	5,5	4,4	Suède : 0,7	Bulgarie : 31,9
B19	Indice de Gini des inégalités de revenu	↓	31	17 / 28	31,0	30,1	26,3	29,2	Slovaquie : 23,7	Bulgarie : 38,3
B20	Efficacité des transferts sociaux (différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux)	↑	29,4	8 / 28	27,4	27,2	28,7	30,7	Hongrie : 33,1	Estonie : 18,1
B21	Personnes vivant dans des logements surpeuplés (en % de la population totale)	↓	6,8	8 / 28	16,7	7,0	3,7	7,4	Chypre : 1,4	Roumanie : 48,4
B22	Charge des coûts du logement au-delà de 25 % du revenu disponible du ménage (propriétaires et locataires)	↓	21,3	4 / 28	34,0	43,8	30,2	24,5	Malte : 12,5	Grèce : 74,4
B23	Délinquance, violence ou vandalisme aux alentours	↑	14,9	24 / 28	13,6	13,8	13,4	14,2	Croatie : 2,8	Bulgarie : 25
B24	Espérance de vie en bonne santé	↑	62,2	14 / 28	63,0	66,4	64,2	63,6	Suède : 73,9	Lettonie : 53

Remarque: les indicateurs en mauve foncé sont nouveaux, les indicateurs en mauve clair ont été repris de l'ancien tableau de bord avec adaptations.

iii) Aspect Environnement

		Évolution	LU	Position	Moyenne UE	DE	BE	FR	Premier	Dernier
C1	Intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB)	↑	89,1	3 / 28	120,4	112,6	141,3	120,5	Irlande : 62	Bulgarie : 448,5
C2	Part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie des ménages	↓	34,1	26 / 28	12,6	22,0	33,1	17,0	Slovaquie : 0,2	Irlande : 38,2
C3	Productivité de l'énergie	↑	11,2	3 / 28	8,3	8,9	7,1	8,3	Irlande : 16,1	Bulgarie : 2,2
C4	Productivité des ressources	↑	3,6	2 / 28	2,2	2,2	2,6	2,7	Italie : 4	Bulgarie : 0,6
C5	Consommation intérieure de matières (en tonnes par tête) [Raw material consumption - RMC]	↓	21,9	23 / 28	13,2	16,1	12,9	11,3	Italie : 6,9	Finlande : 30,5
C6	Part des énergies renouvelables (en % par rapport à l'objectif national 2020)	↑	45,5	27 / 28	83,5	81,1	60,8	66,1	Croatie : 145	Pays-Bas : 41,4
C7	Intensité des émissions de gaz à effet de serre	↑	96,6	24 / 28	89,1	95,5	89,2	82,2	Finlande : 74,2	Bulgarie : 112
C8	Production de déchets par tête	↑	12713	24 / 28	4931	4785	5838	4913	Croatie : 879	Bulgarie : 24872
C9	Taux de recyclage des déchets municipaux (en %)	↑	48,0	6 / 28	45,0	66,1	53,4	39,5	Allemagne : 66,1	Malte : 6,7
C10	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (en %)	↑	35,4	14 / 28	34,9	36,0	28,4	26,3	Bulgarie : 68,3	Malte : 11,5
C11	Urban population exposure to air pollution / Émissions-concentration Nox	↓	1545	5 / 25	3243	3074	2125	3573	Roumanie : 495	Grèce : 7201
C12	Air : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	↑	20,7	10 / 26	22,5	20,3	21,7	18,2	Finlande : 13,7	Bulgarie : 41,2
C13	Eau : Qualité et satisfaction à l'égard de la qualité	↓	1,9	10 / 18	2,2	0,0	2,2	1,3	Slovénie : 1	Roumanie : 4
C14	Dépenses totales de protection environnementale (en % du PIB)	↑	1,3	4 / 28	0,8	0,6	0,7	1,1	Pays-Bas : 1,7	Chypre : 0,3
C15	Superficie terrestre protégée (en %)	→	27,0	6 / 28	18,0	15,0	13,0	13,0	Slovénie : 38	Danemark : 8
C16	Ecoinnovation Index	↑	139,0	2 / 28	100,0	140,0	81,0	99,0	Allemagne : 140	Bulgarie : 41
C17	Production des activités vertes (en % du PIB)	↓	3,5	17 / 19	5,2	5,5	8,0	4,0	Estonie : 11,9	Irlande : 1,2
C18	Nombre d'emplois verts (en % de l'emploi total)	↓	2,5	7 / 18	1,9	1,2	2,1	1,7	Estonie : 3,9	Irlande : 0,8
C19	Productivité matière non énergétique									
C20	Économie circulaire									

Remarque : les indicateurs en mauve foncé sont nouveaux, les indicateurs en mauve clair ont été repris de l'ancien tableau de bord avec adaptations.